

M. Tournier, non, nous ne couvons pas de futurs jihadistes !

“Depuis plusieurs années, il y a dans notre pays des processus de communautarisation extrêmement forts, et on peut, en tant qu'éducateur, être extrêmement troublé par le fait qu'il se trouve près d'un millier de jeunes Français qui ont passé plus de dix ans sur les bancs de l'école de la République, à qui on a voulu faire partager des valeurs humanistes, qui aujourd'hui se livrent aux pires horreurs du côté de Raqa (Syrie) et de Mossoul (Irak)” (France Inter et Le Point, lundi 8 septembre 2014).

Ces propos tenus par Philippe Tournier, secrétaire général du SNPDEN-UNSA (70% aux élections syndicales des chefs d'établissement), lors de sa conférence de presse de rentrée, ont de quoi indigner.

Réduire l'action de l'école de la République à 900 belligérants, dont on ne sait exactement qui ils sont et s'ils sont passés par l'école française relève de la malveillance.

Pour deux raisons. Personne dans les hautes autorités politiques ou intellectuelles de notre pays ne fait cas des 3200 français de confession juive partis en 2013 en Israël pour y soutenir la politique de colonisation et d'appauvrissement de la Palestine. Il ne s'agit évidemment pas de renvoyer dos à dos deux communautés, mais de souligner le déséquilibre effarant des réactions et le racisme latent qui pourrait les cervelles qui nous gouvernent.

L'autre raison n'est pas moins grave et tout aussi révélatrice de l'entre-soi d'une haute-bourgeoisie qui n'a plus d'autre horizon intellectuel que la doxa libérale. Annoncer que le système scolaire est responsable de ces dérives communautaires, c'est dédouaner à peu de frais patronat et classe politique qui mènent depuis des années une politique de ségrégation socio-économique des classes ouvrières migrantes. En outre, c'est tirer une fois de plus dans le système scolaire français, avec un argument sans valeur scientifique mais de bon rapport médiatique. Dégommer le système français pour le libéraliser est le jeu préféré de nos élites dirigeantes. Philippe Tournier, principal représentant des chefs d'établissement, n'a pas hésité à y prendre sa part.

Oui, l'école française doit chercher des solutions pour limiter les inégalités scolaires héritières des inégalités sociales, mais on ne peut décemment l'accuser de favoriser l'émergence de futurs jihadistes ! C'est une insulte à l'ensemble des personnels.